



ÉTAT DES RÉSULTATS PROSPECTIF CONSOLIDÉ

(non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023

Services publics et Approvisionnement Canada

État des résultats prospectif consolidé

(non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

	Résultats projetés 2022	Résultats prévus 2023
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Charges		
Biens et infrastructure	4 542 812	4 991 799
Paiements et comptabilité	822 984	770 497
Achat de biens et de services	641 225	570 660
Soutien à l'échelle du gouvernement	464 796	429 511
Services internes	391 114	324 611
Ombudsman de l'approvisionnement	4 693	4 429
Total des charges	6 867 624	7 091 507
Revenus		
Ventes de biens et de produits d'information	1 524 588	1 871 572
Locations	850 462	745 695
Services de nature non réglementaire	661 137	620 508
Services de nature réglementaire	180 415	171 358
Autres revenus	80 381	136 390
Revenus - Compte du produit de l'aliénation des biens saisis	19 169	19 169
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(96 421)	(96 421)
Total des revenus	3 219 731	3 468 271
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	3 647 893	3 623 236

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif consolidé.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes à l'état des résultats prospectif consolidé

(non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'État des résultats prospectif consolidé a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans du ministère qui sont décrits dans le Plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice se terminant le 31 mars 2022 sont fondés sur les résultats réels en date du 30 novembre 2021 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour établir les résultats prévus de l'exercice se terminant le 31 mars 2023.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités du Ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent.
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience et/ou les estimations des changements de volume d'affaires. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- Les provisions sont estimées à la lumière de l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 30 novembre 2021.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice se terminant le 31 mars 2022 et pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif consolidé, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et elles sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif consolidé et l'état des résultats historique incluent :

- Le moment et le montant des acquisitions et des aliénations d'immobilisations corporelles qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- L'impact de la pandémie de COVID-19 alors que le Ministère continue de jouer un rôle central dans les efforts d'intervention et de rétablissement;
- La mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- La conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les créances; et
- Les modifications supplémentaires apportées au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le Plan ministériel est déposé au Parlement, SPAC ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le Rapport sur les résultats ministériels.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes à l'état des résultats prospectif consolidé

(non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif consolidé a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, et il s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

A. Consolidation

L'état des résultats prospectif consolidé inclut les comptes des quatre fonds renouvelables, l'un d'eux étant inactif, tels qu'ils sont énumérés ci-dessous. Les trois fonds renouvelables actifs préparent annuellement un ensemble complet d'états financiers qui sont audités et publiés dans les Comptes publics du Canada. Les comptes de ces fonds renouvelables ont été consolidés avec ceux de SPAC, et les opérations et les soldes intraministériels ont été éliminés.

Les fonds renouvelables de SPAC sont les suivants :

- Fonds renouvelable des Services immobiliers
- Fonds renouvelable du Bureau de la traduction
- Fonds renouvelable des Services optionnels
- Fonds renouvelable de la Production de défense (*inactif*)

B. Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus et comprennent les charges de fonctionnement liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et approvisionnement, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les charges incluent des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, tels que les passifs environnementaux.

Les services fournis gratuitement pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités d'accident du travail, qui sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires ainsi que les indemnités de cessation d'emploi sont accumulées et comptabilisées au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

SPAC administre le Programme de paiements versés en remplacement d'impôts (PERI) pour l'ensemble des ministères fédéraux en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*, qui est divulgué à titre de Subventions dans le Budget principal des dépenses. Le gouvernement du Canada paie volontairement sa juste part des dépenses d'administration locale desquelles il est exempt en versant les sommes nécessaires aux municipalités et aux autres autorités fiscales qui prélèvent des impôts fonciers aux endroits où se trouvent des terrains et immeubles fédéraux. Les versements effectués par SPAC au nom des ministères fédéraux participants sont recouverts auprès de ces derniers et sont comptabilisés à titre de paiements de transfert dans les Comptes publics du Canada.

L'amortissement est comptabilisé tous les mois à compter du premier jour du mois qui suit l'entrée en service du bien.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes à l'état des résultats prospectif consolidé

(non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

3. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

C. Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les services de nature réglementaire sont principalement composés de recouvrements de coûts pour des services administratifs en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP)* et des services rendus par le Receveur général pour l'émission de paiements. Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés en fonction des services fournis au cours de l'exercice.

Les services de nature non réglementaire sont principalement composés de services spéciaux de logement et de services immobiliers, de gestion immobilière, de services de traduction ainsi que de services de transport des marchandises et du matériel et d'approvisionnement en voyage. Ces revenus sont comptabilisés dans l'exercice où les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

Les autres revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'évènement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus gagnés pour le compte du gouvernement du Canada ne peuvent être dépensés à nouveau et ne peuvent servir à acquitter les passifs de SPAC. Bien que l'on s'attende à ce que le sous-ministre de SPAC maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles pour être dépensés à nouveau. Par conséquent, ces revenus sont présentés en réduction du montant brut des revenus de SPAC.

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes à l'état des résultats prospectif consolidé

(non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

4. Autorisations parlementaires

SPAC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à SPAC ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif consolidé d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net du ministère pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

A. Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats projetés 2022	Résultats prévus 2023
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	3 647 893	3 623 236
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(558 084)	(567 875)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(108 379)	(103 888)
Diminution des indemnités de vacances et de congés compensatoires	18 223	1 415
Diminution des avantages sociaux futurs	5 571	5 682
Diminution du passif environnemental	19 460	20 525
Recouvrements/ajustements des charges des exercices antérieurs	37 604	37 604
Revenus nets du compte du produit de l'aliénation des biens saisis	11 339	11 339
	(574 266)	(595 198)
Rajustements pour les postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 198 580	1 477 370
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	126 407	134 205
	1 324 987	1 611 575
Autorisations demandées	4 398 614	4 639 613

Services publics et Approvisionnement Canada

Notes à l'état des résultats prospectif consolidé

(non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

4. Autorisations parlementaires (suite)

B. Autorisations demandées

	Résultats projetés 2022	Résultats prévus 2023
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	2 923 520	2 866 816
Crédit 5 - Dépenses en capital	1 321 910	1 610 416
Montants des postes législatifs	153 184	162 381
Autorisations demandées totales	4 398 614	4 639 613